

Vœux aux personnels

Mercredi 11 janvier 2012

Merci Monsieur le Secrétaire général. Je profite d'ailleurs de l'occasion qui m'est donnée pour vous adresser des vœux chaleureux de bienvenue à la Chancellerie, que vous avez rejointe avant-hier seulement.

Mesdames et Messieurs les directeurs,

Mesdames et Messieurs,

Je suis ravi de vous retrouver en cette nouvelle année pour vous adresser, ainsi qu'à vos proches, tous mes vœux de bonheur et de réussite. Je voudrais aussi avoir une pensée pour celles et ceux qui rencontrent des difficultés et leur dire tout mon soutien.

2011 aura été une année riche de réformes et d'avancées pour la justice. Je veux témoigner à chacune et chacun d'entre vous, ainsi qu'à l'ensemble de vos collaborateurs, ma reconnaissance pour l'important travail accompli ces douze derniers mois. Nos projets ont pu être menés à bien grâce à votre implication, à votre sens de l'intérêt général et des responsabilités. Je sais la somme du travail réalisé chaque jour par tous les acteurs du ministère de la Justice et des Libertés. J'ai pu constater cet engagement à chacun de mes déplacements sur le terrain, et lors de nos échanges que j'ai voulu fréquents.

J'ai été très attentif à ce que vous puissiez assurer les missions essentielles et souvent difficiles qui sont les vôtres dans les meilleures conditions : on ne peut exiger beaucoup sans donner des moyens supplémentaires, à défaut d'être encore suffisants. C'est ce qui a été fait puisque cette année comme les précédentes, et malgré un contexte économique et financier absolument inédit, le budget de la justice a, comme vous le savez, bénéficié d'un traitement particulier parmi les dépenses de l'Etat.

I. Mesdames et Messieurs, grâce à nos efforts communs, des réformes d'envergure ont abouti, qui offrent à nos concitoyens une meilleure protection

de leurs droits et libertés, et une justice de qualité, plus efficace et plus proche.

1. Je veux saluer aujourd'hui **l'efficacité de vos directions et services dans l'élaboration et la mise en œuvre des règles nouvelles**. Aujourd'hui nous pouvons nous honorer d'avoir mis en application avec succès, et dans des délais souvent très courts – sans doute trop courts, j'en ai bien conscience – des réformes emblématiques pour la protection des droits et libertés fondamentaux.

La nouvelle procédure des questions prioritaires de constitutionnalité a eu un impact considérable sur le calendrier législatif. Vous avez su vous y adapter en écrivant des textes très importants et parfois très complexes dans une certaine urgence, puis en préparant leur mise en œuvre. Je vous en remercie et vous en félicite sincèrement, car c'est cette réactivité qui nous a permis de progresser dans la voie du renforcement des droits.

Je pense bien sûr à la loi du 14 avril 2011 par laquelle nous avons renforcé les droits des personnes placées en garde à vue, qui ont désormais droit à l'assistance d'un avocat sans que soient remis en cause les droits des victimes ou l'efficacité des enquêtes pénales. Je pense aussi à la loi du 10 août 2011 qui affermit le contrôle judiciaire sur les mesures d'hospitalisation sans consentement, en permettant un contrôle effectif, par le juge, de toutes les mesures privant ces malades de leur liberté d'aller et venir. Ce faisant le Parlement a marqué la grande confiance qu'il place dans l'institution judiciaire, laquelle s'en est montrée digne.

Ainsi **2011 aura véritablement été l'année du renforcement de notre Etat de droit** ; renforcement dont témoigne aussi, faut-il le rappeler, l'institution du Défenseur des droits, doté de prérogatives et de moyens d'action supérieurs à ceux de tous les organismes auxquels il s'est substitué, que ce soit en matière de défense des droits des enfants, de lutte contre les discriminations ou de contrôle de la déontologie des activités de sécurité.

2. Grâce à la dynamique de réforme des douze derniers mois, nous disposons aussi **d'une justice plus accessible et plus proche**. Les chantiers en la matière sont

extrêmement nombreux et je n'en citerai que quelques exemples.

Faciliter la vie de nos concitoyens, leur garantir un accès effectif à la justice et au droit a constitué un objectif majeur de notre action – que l'on pense à la réforme de la représentation devant les cours d'appel, inscrite dans la loi du 25 janvier 2011, ou à la loi relative à la répartition des contentieux et à l'allégement de certaines procédures, qui garantit une meilleure lisibilité de la justice dans des affaires, notamment civiles, qui touchent à la vie quotidienne de nos concitoyens.

L'installation de nouvelles maisons de justice et du droit et l'ouverture de nouveaux bureaux d'aide aux victimes, dont le projet de loi de programmation en cours de discussion au Parlement prévoit d'ailleurs la généralisation, participe également de cet objectif.

Et puis nous avons élargi et rénové la participation des citoyens à l'œuvre de justice. Depuis le 1^{er} janvier, en application de la loi du 10 août 2011, les premiers citoyens-asseesseurs ont siégé aux côtés des magistrats dans les ressorts des cours d'appel de Dijon et Toulouse, pour le jugement des délits graves d'atteinte aux personnes. Ils seront appelés également à rendre des décisions de libération conditionnelle. Les premiers retours de cette expérimentation sont très positifs et je tiens à exprimer ma reconnaissance à l'ensemble des magistrats, greffiers et fonctionnaires qui y ont œuvré. Le défi était considérable ; il fallait (et il faudra encore), pour le relever, beaucoup d'engagement, un grand sens de l'ouverture, de l'inventivité aussi, et croyez que je suis admiratif de ce qui a été accompli. C'est ainsi, en expliquant la justice, en faisant œuvre de pédagogie, que nous pourrions renforcer la confiance de nos concitoyens dans l'institution judiciaire.

Nous avons également veillé à moderniser cette institution. Les réalisations sont nombreuses qui permettent d'améliorer le service rendu au justiciable mais aussi de faciliter le travail des personnels au sein des juridictions, des services centraux et déconcentrés. Le programme pour l'immobilier de la justice s'est poursuivi à bon rythme. J'ai d'ailleurs pu en constater les excellentes réalisations lors de mes déplacements : les réhabilitations, les rénovations, les constructions nouvelles améliorent considérablement l'accès à la justice, ainsi que le travail des magistrats,

greffiers, greffiers en chef, fonctionnaires et contractuels. L'ouverture de nouveaux guichets uniques de greffe garantit aussi cette qualité d'accueil et d'orientation des justiciables.

L'autre chantier majeur de modernisation est le déploiement des nouvelles technologies. Il s'est poursuivi tant au sein de l'administration centrale qu'au sein des juridictions et services déconcentrés. L'année écoulée aura été marquée par la montée en puissance de la communication électronique, désormais généralisée dans les procédures avec représentation obligatoire devant les cours d'appel. 2011 a été également marquée par la poursuite du développement de l'interconnexion des casiers judiciaires européens, par la poursuite et bientôt l'achèvement de l'implantation du système Cassiopée, et par le véritable engagement d'un processus de dématérialisation de l'état-civil.

II. Définir des réponses toujours plus adaptées et efficaces à la délinquance et pour la prévention de la récidive aura également constitué un chantier prioritaire de cette année 2011.

Nous avons su tirer les conséquences des difficultés concrètes qui ont surgi cette année, tout en prenant la hauteur nécessaire à l'élaboration de solutions durables, adaptées et concertées ; je suis, vous le savez, très attaché à cette méthode. Et je tiens à saluer, dans cette entreprise difficile, la qualité de l'expertise des directions et services comme de l'inspection générale cher François Feltz – dont je suis heureux d'annoncer, ou plutôt de confirmer la nomination comme inspecteur général.

1. Le **jugement et la prise en charge des mineurs délinquants** ont connu cette année d'importants progrès : la loi du 10 août 2011 a permis de diversifier les réponses à la disposition du juge, et d'améliorer la prise en charge des mineurs les plus ancrés dans la délinquance. Avec la création du service citoyen en EPIDE et l'extension du dispositif d'accueil en centre éducatif fermé, nous donnons aux jeunes les meilleures chances de se réinsérer.

2. J'ai souhaité favoriser toutes les solutions qui participent à la prévention de la récidive, en donnant une **nouvelle impulsion au travail d'intérêt général** et en

développant les aménagements de peine. Je reste en effet convaincu que l'incarcération ne constitue pas toujours la meilleure solution.

3. Parce que des conditions de détention dignes sont déterminantes dans le parcours de réinsertion des détenus, nous avons poursuivi la modernisation du parc pénitentiaire : avec le nouveau programme pour l'immobilier pénitentiaire, et son prolongement par le projet de loi de programmation sur l'exécution des peines, nous accroissons la capacité du parc, mais nous veillons aussi, et c'est très important, à diversifier les structures pour mieux les adapter à la diversité des profils des détenus.

En rénovant les établissements, en renforçant les moyens, nous opérons une modernisation indispensable pour que les personnels pénitentiaires puissent exercer pleinement leurs missions, comme l'a souhaité le président de la République lors de la visite qu'il a faite à Réau le 13 septembre dernier.

4. J'ai voulu aussi, plus largement, que nous mettions l'accent sur l'exécution effective des peines, notamment les peines d'emprisonnement ferme. C'est une question de crédibilité et d'efficacité de notre justice. Le plan national, lancé en février 2011, a déjà porté ses fruits : nous sommes en effet passés de 100 000 à 85 000 peines en attente d'exécution ; et deux tiers des peines d'emprisonnement ferme prononcées sont désormais exécutées, en moyenne, dans les six mois de leur prononcé. J'ai souhaité que nous allions plus loin, en présentant au Parlement un projet de loi programmation d'exécution des peines : un effort soutenu sur plusieurs années est, en effet, indispensable. Le texte s'attache à renforcer l'ensemble des maillons de la chaîne de l'exécution, y compris au niveau des services de l'exécution et de l'application des peines, et améliore les dispositifs de prévention de la récidive, et en particulier les outils d'évaluation de la dangerosité et les soins en détention.

III. Comme je m'y étais engagé il y a un an exactement, auprès de vous, la situation des personnels du ministère de la justice et des libertés a fait l'objet d'une attention soutenue cette année.

1. J'ai entendu que la politique de gestion des ressources humaines soit conduite dans esprit de dialogue et d'échanges avec les personnels et les organisations professionnelles.

Mieux valoriser les compétences, favoriser les évolutions de carrière est, en effet, essentiel à la vitalité de l'institution et à la qualité du service rendu à nos concitoyens : les évaluations, les entretiens de carrière, la meilleure information sur les opportunités professionnelles, la formation... sont autant d'outils indispensables pour accompagner et encourager les évolutions de carrière.

Il est important, en effet, que les talents et les aspirations de chacun soient pleinement reconnus. Je voudrais par exemple saluer, à cet égard, le succès du nouveau Cycle supérieur d'administration de la justice qui, depuis cette année, prépare ceux qui aspirent aux fonctions de chefs de juridiction à affronter les défis de la gestion financière, du management et de la conduite stratégique du changement.

Je voudrais aussi saluer la qualité du travail mené par les quatre écoles du ministère, que j'ai tenu à toutes visiter. Les formations de haut niveau qu'elles proposent garantissent l'excellence des professionnels qui composent ce ministère et c'est, chacun le sait (y compris à l'étranger) une grande force.

2. J'ai souhaité également que nous engagions une réflexion approfondie sur les organisations et les méthodes. J'ai pleinement conscience des charges de travail nouvelles qui pèsent sur chacun de vous, sous l'effet des réformes notamment.

Aujourd'hui, plusieurs groupes de travail réfléchissent à l'évolution des méthodes et des organisations. Parquet, justice civile à l'instance, justice des mineurs, actualisation du logiciel outil greffe, sont autant de sujets prioritaires sur lesquels j'ai souhaité que s'engage cette réflexion commune entre les acteurs du terrain et les services de la Chancellerie. La mise en œuvre du programme LEAN au sein des services judiciaires permet aussi un partage utile des bonnes pratiques entre magistrats et fonctionnaires des juridictions. Cette approche a déjà produit de bons résultats dans les juridictions qui l'ont expérimentée : nous constatons une réduction significative dans le traitement des dossiers. La réflexion sur les moyens et

méthodes de gestion est un temps nécessaire pour se donner un cap et une feuille de route dans la conduite du changement.

Je me réjouis de ces résultats encourageants car je suis convaincu que c'est en améliorant ensemble les processus de décision, en renforçant les échanges sur les bonnes pratiques que nous pourrons améliorer notre action. Une meilleure répartition des tâches, l'adéquation des moyens matériels et humains à la charge de travail, et l'évolution des méthodes de travail, vous permettront, en effet, de mener vos missions avec plus de sérénité, et une meilleure efficacité.

J'entends que cet important travail, engagé en 2011, se poursuive ; nous constituerons un nouveau groupe de travail sur la mise en œuvre de la loi sur la répartition des contentieux, notamment sur l'intégration des juges de proximité aux tribunaux de grande instance. Nous franchirons, en 2012, une nouvelle étape dans cette démarche d'amélioration des méthodes et des organisations : l'inspection générale des services judiciaires voit en effet ses missions s'enrichir en devenant, outre ses missions de contrôle, une véritable structure d'audit interne.

Je ne pouvais évoquer les projets d'avenir sans dire quelques mots du regroupement des services centraux du ministère de la justice et des libertés, à l'horizon 2015, autour de deux sites : le site historique de la place Vendôme et un nouveau site que nous avons tout récemment retenu, qui sera installé à compter de 2015 au cœur du parc d'activité de la porte d'Aubervilliers. Ce regroupement offre deux atouts : une amélioration des conditions de travail des personnels de l'administration centrale et du travail transversal entre les directions. Il favorisera évidemment des économies majeures pour le ministère. Il vous incombe, Monsieur le Secrétaire général, de préparer au mieux cette échéance, en concertation étroite avec les personnels et les directions concernées, mais je suis heureux que nous ayons pu réussir fin 2011 ce qui avait échoué fin 2010.

*
* *

Mesdames et Messieurs,

Je n'ignore pas les échéances électorales qui marqueront l'année à venir et qui placent notre action dans un cadre particulier. Mais je sais qu'en accompagnement de ce grand rendez-vous démocratique, nous aurons tous à cœur de maintenir au plus haut degré notre engagement pour la qualité de la justice et la défense des droits et libertés.

Je vous remercie.